

de la Nouvelle-Zélande a failli ruiner dans notre province l'industrie laitière, que nous devons à la clairvoyante politique de Chapleau et de Beaubien.

Dans nos villes, l'industrie périclite comme en 1878, et plus de cent mille chômeurs désolés demandent du pain.

Dieu merci, le parti conservateur ne faillira pas à la tâche. Les chefs de notre grand parti, dignes héritiers des Macdonald, des Cartier, des Pope, des Langevin, des Blanchet, sont imbus des mêmes doctrines dont s'inspiraient leurs illustres devanciers. Notre parti régénéré par des jours d'épreuve et de lutte puise sa force dans la tradition et dans les principes dont la pérennité saurait seule assurer la grandeur de la patrie.

Le 20 novembre 1911, quand l'honorable premier ministre proposait l'adresse en réponse au discours du trône, il disait: "*We must protect our country... we must protect our artisan, our manufacturers and our farmers by affording them markets at home for the products of land and sea...*" (Traduction) "Nous devons protéger notre pays... nous devons protéger nos artisans, nos fabricants et nos cultivateurs en assurant un débouché intérieur à nos produits du sol et des pêcheries..."

(Texte) Ces principes, monsieur le président, notre chef distingué les a souvent proclamés depuis 1911. Aux heures de crise, quand la patrie canadienne est menacée dans ses assises par les effets d'une politique désastreuse, notre parti sait trouver des chefs pour la sauver.

En 1878, en 1911 et en 1930, nos chefs ne portaient pas le même nom. Ils enseignaient la même doctrine. Ils portaient le même drapeau.

J'entends encore l'honorable premier ministre, au début de la campagne de 1930, énoncer à Winnipeg les remèdes nécessaires aux maux de l'heure présente:

"*We pledge ourselves to a policy of protection for Canada in the development of our national resources, our agricultural and industrial life and our consumers from exploitation.*" (Traduction) "Nous nous engageons à exécuter un programme de protection du Canada en développant nos ressources nationales, notre agriculture et notre vie industrielle et en prévenant l'exploitation des consommateurs."

(Texte) Vous vous rappelez l'impressionnante péroraison de ce mémorable discours:

"*We ask you to chose some leaders who will hold before your eyes the vision that is drawing near, a vision built out of a common purpose, with tools forged in the workshops*

[M. Gagnon.]

*of steadfastness and faith, a vision of Canada soon to be. Men and women, fellow Canadians, give Canada a chance.*" (Traduction) "Nous vous exhortons à choisir des chefs qui maintiendront sous vos yeux la vision dont la réalisation approche, une vision conçue dans volonté commune, œuvre de constance et de foi, la vision du Canada de demain. Concitoyens et concitoyennes, fournissez au Canada l'occasion de prospérer."

(Texte) Le peuple canadien de toutes les provinces, de l'est comme de l'ouest, a répondu généreusement à cet émouvant appel. Et c'est pourquoi, monsieur le président, nous sommes ici, de toutes les parties du pays, pour respecter tous les engagements que nous avons pris.

Dans la dernière campagne, l'honorable premier ministre, ainsi que ses lieutenants, ont dénoncé l'immigration. Quarante-huit heures ne s'étaient pas écoulées après l'assermentation des nouveaux ministres de la Couronne que, par un arrêté du conseil, l'immigration était arrêtée.

Au cours de cette campagne, nos adversaires se demandaient avec ironie s'il y avait dans le parti conservateur des hommes capables de représenter dignement le peuple canadien dans les grandes conférences européennes. La population de ma province se réjouit particulièrement, félicite et remercie l'honorable premier ministre et ses collègues d'avoir nommé, pour représenter le Canada à la Société des nations *the Honourable Mrs. Mary Irene Parlyby* et aussi l'homme d'Etat qui a travaillé le plus efficacement durant ces derniers temps afin d'assurer l'autonomie du Canada: sir Robert Borden, et l'une de nos plus pures gloires nationales, l'un de nos historiens les plus réputés: l'honorable Thomas Chapaïs.

C'est encore pour remplir une promesse sacrée faite au pays "*to give Canada a chance*" que l'honorable premier ministre a convoqué cette session spéciale d'urgence du Parlement afin de voter les mesures efficaces propres à remédier au chômage, de ramener la prospérité dans l'agriculture et l'industrie, et de promouvoir le commerce des produits canadiens sur les marchés canadiens comme sur les marchés étrangers.

En 1879, pardonnez-moi, monsieur le président, si je persiste à chercher dans le passé la leçon du présent, à l'ouverture de la session, l'honorable Alexander MacKenzie, le chef de l'opposition, laissait la Chambre voter l'adresse sans amendement. Me sera-t-il permis d'exprimer le vœu que l'honorable chef de l'opposition, qui a certes ajouté un lustre nouveau au nom de MacKenzie, suive